



Acharnement contre les agents publics : FO dit STOP !

Le gouvernement actuel fait preuve d'un acharnement sans précédent contre tous les agents contractuels et titulaires de la fonction publique.

Taper sur les plus pauvres : 6 CENTIMES en bas de grille !

S'agit-il de relancer l'opération « pièces jaunes » ? Non, c'est sans aucune honte que le gouvernement crée une « indemnité différentielle » de 6 centimes d'euros, qui sauve les plus bas salaires du public d'une nouvelle noyade sous le niveau SMIC. Ce dernier a en effet connu une très maigre revalorisation de 2% au 1^{er} novembre 2024. Pourquoi ne pas revaloriser également de 2% le premier échelon dans la fonction publique ? Car celui-ci aurait été au même niveau que le 2^e ! Ce qui aurait annihilé tout principe de carrière. Le « principe » est donc maintenu, au prix de progressions d'un échelon à l'autre qui s'apparentent à une course d'escargots !

Taper sur ceux qui sont bloqués en bout de grille : suppression de la GIPA !

Faute de contingents suffisants dans les tableaux d'avancement et listes d'aptitudes, compte tenu aussi des reculs de l'âge de départ en retraite et en dépit de tous les « repyramides » du monde, **un nombre croissant de collègues se retrouvent sans aucune perspective de progression**, à stagner pendant des années au même indice.

Faute d'indexation du point sur l'inflation, la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), créée en 2008, constituait un pansement sur l'hémorragie du pouvoir d'achat qu'ils subissent.

Ce dispositif de secours, qui concerne près de 400 000 fonctionnaires, est brutalement supprimé par le gouvernement ! Pour, selon lui, réaliser une « économie » de **267 millions d'euros**.

Cette « économie », qui se fait sur le dos des salariés du public, est à comparer aux quelque **8 MILLIARDS** d'euros du crédit d'impôt-recherche (à l'inefficacité avérée), aux **200 MILLIARDS** d'euros d'aides fiscales et sociales diverses aux dirigeants de sociétés privées...

Taper sur les malades !

Vous avez la malchance d'être malade ? C'est vous qui devrez passer à la caisse !

-> Passage de **1 jour à 3 jours de carence** pour les arrêts maladie

-> **Amputation de 10 % du traitement indiciaire** perçu pendant les 3 premiers mois d'un arrêt maladie ordinaire (et donc répercussion sur les primes statutaires). La brèche est ouverte : 10 % aujourd'hui, combien demain ?

Les mensonges du gouvernement pour asséner ce coup de massue :

- 14,5 jours d'absence en moyenne pour les agents publics contre 11,7 jours pour les salariés du privé (rapport de l'IGAS). **FAUX** : il faut comparer ce qui est comparable. À conditions

d'emploi, d'âge, de santé équivalentes, il n'y a pas de différence majeure entre public et privé (même rapport) ! On recrute et on travaille de plus en plus tard dans le public, les conditions de travail y sont de plus en plus dégradées : forcément, la santé s'en ressent !

- 3 jours de carence dans le privé, 1 seul dans la fonction publique. **FAUX** : les 3 jours de carence dans le privé ne concernent qu'une minorité de salariés. 70% des salariés du privé sont couverts par la prise en charge mutualiste de la totalité des jours de carence.

Et à prochaine échéance : taper sur tout le monde !

-> **Surgel du point d'indice** (presque 30% perdus depuis 2000...)

-> Mise en place d'une **2^e journée de solidarité**

-> Rémunération « au mérite », c'est-à-dire disparition des garanties statutaires de rémunération

-> **Facilitation du licenciement de fonctionnaires** pour « insuffisance professionnelle »...

-> Augmentation du ticket modérateur (c'est-à-dire du reste à charge pour l'assuré), qui passerait de 30% à 40% en 2025 ! Inacceptable ! Sans compter la double peine pour les assurés avec l'annonce de l'augmentation des mutuelles...

Avec FO, revendiquons :

-> **l'abrogation de la réforme des retraites.**

-> **le retrait de toutes les annonces et de toutes les mesures qui pénalisent les agents en arrêt maladie** (jours de carence, baisse du traitement...).

-> **la revalorisation immédiate de 10% du point d'indice** et l'ouverture des négociations pour rattraper la perte de pouvoir d'achat.

-> **le rétablissement immédiat de la GIPA 2024 et 2025** dans l'attente de l'**indexation du point d'indice sur l'inflation**, l'intégration des primes dans le traitement indiciaire et le réalignement de la prime des PRAG-PRCE et assimilés sur celle des enseignants-chercheurs.

-> **le maintien de tous les statuts nationaux de corps** au sein du statut général de la fonction publique, avec toutes les garanties afférentes, **la titularisation de tous les contractuels** qui le souhaitent, la création d'un statut pour les AESH.

-> **la création des postes** en nombre suffisant dans l'enseignement agricole public, laïc et gratuit, technique et supérieur. Face aux défis sociaux, environnementaux et climatiques, pilier de la souveraineté alimentaire de notre pays et de la transition écologique, il est indispensable d'être en capacité de former les acteurs du monde rural et agricole de demain.

STOPPONS ces méthodes de charognards qui, au nom d'une méga-austérité totalement illégitime, dépècent ce qu'il reste du service public et les droits de ses agents !

Sans attendre, il faut préparer la résistance et la riposte.

Dans tous les établissements de l'enseignement agricole technique et supérieur, FO EA appelle les personnels à se mobiliser massivement, à participer aux réunions d'information syndicale, à décider ensemble des moyens d'action nécessaires.

ENSEMBLE PRÉPARONS LA GRÈVE !